

IDÉES *Le manifeste de responsables d'instituts culturels étrangers de Paris (*)*

Pour une multilatérale de la culture

« Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » Cette phrase que l'on attribue à Jean Monnet illustre plus que jamais l'importance de la culture dans un monde qui, en ce début de siècle, a perdu ses repères.

La culture n'est pas la cinquième roue du carrosse mais bien le cœur même de ces nouveaux rapports qui sont en train de se tisser entre les nations. Le multilatéralisme dont on parle tant aujourd'hui est plus que jamais culturel à condition de traduire les transformations qui traversent les cultures du monde et la manière dont elles sont représentées sur les plans politique et diplomatique.

Conscients de ce nouvel enjeu, les instituts culturels étrangers à Paris ont décidé de se fédérer en se donnant un outil à leur mesure. Créé le 11 avril dernier, le Forum des instituts culturels étrangers à Paris (Ficép), qui regroupe vingt-six membres ayant pignon sur rue dans la Ville Lumière, est inédit à plus d'un titre. C'est, d'abord, la première fois qu'une telle fédération d'instituts culturels, ayant à cœur la défense des cultures vivantes, se crée sur une base pérenne dans une grande capitale. C'est également la première fois que des acteurs des cultures d'ailleurs s'unissent pour s'exprimer collectivement, au-delà de la diplomatie traditionnelle et des accords-cadres bilatéraux.

Cette association a notamment comme objectifs :

- celui d'affirmer un espace de réflexion original et multilatéral sur la culture, son statut, ses conditions d'épanouissement dans le contexte de la mondialisation ;

- celui d'exprimer collectivement une conception de la culture vivante, ouverte, dans l'espace public français, européen et international, à égale distance de la banalisation mercantile et du repli identitaire ;

- celui de réaliser des projets d'intérêt commun mettant en relief la diversité culturelle.

Pourquoi une telle initiative aujourd'hui ? Tout simplement parce que la crise de la culture,

que traversent nos pays depuis de nombreuses années, a pris un tour nouveau autant par l'accélération des dispositifs économiques qui la sous-tend que par la généralisation des nouvelles technologies de l'information. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à observer la vitesse avec laquelle la culture dite de divertissement colonise les espaces nationaux.

Les industries culturelles ne retiennent de la culture que ce qui peut devenir rentable, consommable à court terme

En effet, la concentration des technologies numériques aux mains de quelques opérateurs et l'extension de la durée de la propriété intellectuelle fragilisent plus que jamais le domaine public indispensable au développement des cultures vivantes. Cet espace de liberté qui se réduit comme une peau de chagrin ajoutée à la banalisation de la culture où la différence devient signe pour mieux masquer l'uniformité, la standardisation galopantes.

Il ne s'agit pas ici de s'étonner d'un phénomène qui existe depuis belle lurette mais de savoir pourquoi la culture, malgré la surenchère qui entoure sa défense, demeure en périphérie de la cité, des affaires publiques.

La première leçon, et non la moindre, à tirer de la mondialisation consiste à prendre acte de ce que la diplomatie culturelle ne peut plus être uniquement bilatérale. La mondialisation conduit à imaginer un autre dispositif pour renforcer l'action de l'État et compléter le bilatéralisme dont nombre de centres culturels étrangers sont l'émanation.

Même si la culture a de tout temps influé sur la diplomatie, il convient de rappeler que l'institutionnalisation de la culture dans le rapport bilatéral, elle, est récente. Elle trouve son origine dans l'avènement des divers ministères de la Culture

et du Patrimoine au tournant des années 60 et 70. La culture est devenue de la sorte un élément du dispositif diplomatique. En se présentant comme la vitrine du dynamisme artistique national, le centre culturel a pour but, avant tout, de renforcer les relations entre la nation hôte et le pays d'accueil. Pour preuve, le nombre des accords-cadres et des ententes bilatérales signés à cette époque.

Paris a été particulièrement choyée à cet égard. L'histoire de la ville, sa tradition d'hospitalité et de liberté, ont attiré

très tôt des générations d'écrivains et d'artistes venus du monde entier, contribuant à enrichir d'autant son capital symbolique et faisant d'elle l'une des capitales, sinon la capitale du monde des lettres et des arts. Nombre de nos grands artistes ont souvent écrit ou peint

ici leurs plus grands chefs-d'œuvre. Ce n'est pas un hasard. Mais aujourd'hui Paris subit, comme ailleurs, les effets de la crise évoquée plus haut.

Avec les années 90, on assiste à une profonde réorientation des objectifs originels des centres culturels. Certains ferment leurs portes, d'autres redéfinissent leur mandat et deviennent des agences-conseils au service de la communauté artistique de leur pays. Car l'offre culturelle devient de plus en plus abondante, mondialisation oblige, et la compétition plus forte que jamais. Les technologies numériques, qui font éclater les frontières du savoir, n'y sont pas étrangères. C'est dans ce contexte que le débat sur sa défense devient un véritable enjeu. Faut-il considérer la culture comme une marchandise ? Quel serait le meilleur forum pour en débattre ? Ce sont des questions qui ont déjà été traitées à la fin des années 90 et qui vont se poser à nouveau alors que nous abordons le prochain cycle de négociations de

l'OMC et que l'Europe s'élargit. Certes, il existe déjà de grandes institutions multilatérales comme l'Unesco ou d'autres axés sur une conception universaliste de la culture. En effet, ces forums internationaux sont le lieu incontournable du dialogue entre les peuples, de la « fraternité internationale », de la « paix » retrouvée, bref du primat de la raison sur l'émotion, de l'universalité sur le particularisme ethno-culturel de funeste mémoire. Cependant, pour qu'elles puissent donner les résultats escomptés, ces institutions multilatérales supposent une égalité entre les peuples qui n'existe pas dans les faits et qui n'est pas près d'exister. D'où la revendication pour l'égalité et le partage des moyens et des ressources et l'instrumentalisation de la culture par le politique, au lieu d'être l'inverse.

Par ailleurs, les industries culturelles, on le sait, ne retiennent de la culture que ce qui peut devenir rentable, consommable à court terme, imposant

de la sorte des règles du jeu qui réduisent d'autant l'espace dans lequel une culture se crée, se diffuse, se distribue et se vit.

Comme animateurs d'instituts culturels, nous sommes confrontés à ce dilemme chaque jour. Entre une culture profane du divertissement de masse qui ratisse large par le bas et une conception élitaire de la culture, impossible à réaliser par le haut, c'est souvent le grand écart. Cependant, un espace médian n'est pas balisé par les forces du marché ni par le politique. Il est le lieu de la culture vivante. Cet espace-là est précisément celui de l'ensemble des institutions culturelles et nationales dans une grande ville. Ce réseau forme ainsi le maillon manquant et le forum approprié pour le débat et l'action.

Voilà pourquoi il nous est apparu opportun de l'investir et d'en faire le lieu inédit d'une multilatérale de la culture. Pour concrétiser notre projet, du 30 septembre au 6 octobre prochain, nous inviterons les Pari-

siens à célébrer avec nous la diversité de nos cultures. Cette semaine des cultures se conclura par « une nuit de la multilatérale », accompagnée de débats et de conférences sur le thème. Entre l'universalité fragilisée de l'État-nation et la mondialisation induite par le marché désormais transnational, cette multilatérale place la culture sur le devant de la scène publique. Car la culture demeure plus que jamais le réseau organique des relations entre les hommes.

(*) Texte lu et approuvé par les représentants de centres et instituts culturels à Paris cités : Dieter Strauss, Centre culturel allemand, Goethe Institut, Stephan Vavrik, Forum culturel autrichien, Marc Kohen, Centre Wallonie-Bruxelles, Robert Desbiens, Centre culturel canadien, Woo-Huyn Sohn, Centre culturel coréen, Michael B. Nelleman, Maison du Danemark, Mahmoud Ismail, Centre culturel d'Égypte, José Antonio Millan Alba, Institut Cervantes, Jukka Havu, Institut finlandais, John Tod, British Council, Sandor Csernus, Institut hongrois, Hojatallah Ayoubi, Centre culturel iranien, Guido Davico Bonino, Institut culturel italien, Hisanori Hisomura, Maison de la culture du Japon, Kendal Nezan, Institut kurde de Paris, Jorge Volpi, Centre culturel du Mexique, Henk Pröpper, Institut néerlandais, François Vitran, Maison de l'Amérique latine, Nasser El-Ansari, Institut du Monde arabe, Jadjwiga Czartoryska, Institut polonais, Nuno Judice, Institut Cam7es, Virgil Tanase, Centre culturel roumain, Andrei Ivanov, Centre culturel de Russie, Peter Stilleha, Institut slovaque, Annika Levin, Centre culturel suédois, Ali Ibrahim, Centre culturel arabe syrien, Jen-Liao, Centre culturel et d'information de Taïpei, Michaël Wellner-Pospisil, Centre tchèque, Demir Onger, Centre culturel Anatolie (Turquie), Borka Bozovic, Centre culturel yougoslave, Jean-Claude Kéabdjian, Centre de recherches sur la diaspora arménienne (CRDA).